

9-11 rue Génin 93200 Saint-Denis
contact@sudeducation93.org sudeducation93.org
@sudeducation93.bsky.social [SUD Éducation 93](#) @sud_education_93

En 2025, la lutte continue

pour une école et une société égalitaire et émancipatrice !

Le début de l'année 2025 est marqué par l'arrivée d'une nouvelle ministre de l'éducation nationale et d'un gouvernement toujours plus à droite.

L'année dernière, nous nous sommes battus pour un plan d'urgence dans le 93. Si cette lutte a permis de nous unir, rien n'a encore été gagné et les différentes instances qui ont lieu actuellement pour préparer la rentrée 2025 nous laisse penser que les moyens vont encore être amoindris pour les écoles, collèges et lycées de la ville. De nombreuses classes vont être fermées, ce qui laisse supposer des classes (sur)chargées (*voir les articles sur la carte scolaire et les DHG*). Nous allons devoir continuer de lutter pour les conditions d'apprentissages des élèves et nos conditions de travail.

À Aubervilliers, tout comme dans beaucoup de villes de France, plusieurs de nos élèves dorment à la rue. Si la mairie a été alertée à plusieurs reprises, rien n'est proposé pour ces familles. Elles se retrouvent ballottées d'hôtels sociaux en

centres d'hébergements d'urgence, pour des courtes durées, souvent à l'autre bout de la région ; les enfants doivent alors faire des heures de transport en commun pour venir à l'école, parfois le ventre vide. Les annonces racistes faites actuellement par le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice, la police qui entre dans un collège pour expulser une collégienne... nous devons allons devoir continuer à lutter pour protéger nos élèves et leur famille.

La place laissée à la droite conservatrice et l'extrême droite amène une pression de plus en plus importante sur le programme scolaire lié à l'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité. Et pourtant, les chiffres sont là, un enfant sur 10 est victime d'inceste, les violences sexuelles touchent chaque année 130 000 filles et 30 000 garçons, et l'âge moyen des premières violences sexuelles est 10 ans. En tant que professionnel·les, nous devons nous former pour lutter contre ces violences et continuer de lutter pour que l'éducation nationale les prennent en compte dans ses programmes.

Agenda

- ⌚ samedi 8/02 : **formation syndicale sur les droits des AESH**, de 10h à 12h à la Bourse du travail d'Aubervilliers rue des 21 appelés (Aimé Césaire)
puis **soirée de soutien à Jamila**, de 18h à 23h aux Amarres 24 quai d'Austerlitz 75013 (*voir p.2*)
- ⌚ mardi 11/02 : **réunion d'information syndicale Contre l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants, comment agir auprès des élèves ?** avec l'association Claf'outils, de 17 à 20h à la Bourse du travail d'Aubervilliers rue des 21 appelés
- ⌚ samedi 8/03 : **formation syndicale sur la parentalité et les violences sexistes**, de 10h à 12h à la Bourse du travail d'Aubervilliers rue des 21 appelés suivie d'un repas en non-mixité et départ vers la manif parisienne
- ⌚ jeudis 13 et 27/02 : **permanences syndicales interprofessionnelles** de l'union locale Solidaires Aubervilliers, de 18h à 20h à la Bourse du travail d'Aubervilliers rue des 21 appelés



1^{er} degré : Carte scolaire

La carte scolaire pour Aubervilliers

Fin janvier, au moment du CSA-D, la DSDEN annonce les potentielles fermetures et ouvertures de classes pour la rentrée 2025.

À Aubervilliers, nous nous retrouvons avec **de nombreuses fermetures** à : EM Dolto, EM Fromond, EM Prévert, EM Brossolette, EM Davis, EE Perrin, EE Stendhal, EE Balzac, EE Delbo, EM Saint Just, EE Babeuf, EE Robespierre, EE Joliot Curie, EE Vallès, EE Mathiez et EEQuinet.

Il y aurait **des ouvertures de classes** à : EM Bloch, EM Shiva et EE Kahlo ainsi qu'une ouverture d'UPE2A à Delbo.

Ces fermetures posent question, nous savons que nous sommes dans une ville où il y a beaucoup de déménagements et aménagements durant l'année et que les chiffres évoluent tout le temps. De nombreux bâtiments sont en construction et livrés au cours de l'année. Où seront accueillis les enfants qui arrivent dans ces bâtiments ? Cela nous fait craindre des classes surchargées à la rentrée.

Par ailleurs, l'enseignement privé prend de plus en plus de place dans la ville, et ce sous financement public.

Sud éducation 93 revendique 20 élèves par classe et s'oppose à la fermeture des classes sur la ville.

8 mars : grève féministe !

Violences sexistes et sexuelles, écarts de salaires, travail invisible, offensive réactionnaire à l'école : ça suffit ! **Le 8 mars c'est la journée internationale pour les droits des femmes.** Mobilisons-nous pour les droits des femmes et de toutes celles et ceux qui subissent le patriarcat, dans l'éducation et ailleurs. En Seine-Saint-Denis, ce 8 mars aura une signification particulière : **Jamila, comédienne au Studio Théâtre de Stains, harcelée et licenciée parce qu'enceinte** passera le 3 mars devant la Cour d'appel de Paris, le directeur administratif du théâtre ayant décidé de faire appel de sa condamnation en 2023.

Plusieurs rendez-vous pour préparer une semaine de rentrée féministe :

- ⌚ samedi 8 février : **soirée de soutien à Jamila et pour en finir avec les violences sexistes dans la culture.** Lectures, débats, chorale et boom féministe de 18h30 à minuit aux Amarres 24 quai d'Austerlitz 75013, entrée prix libre
- ⌚ lundi 3 mars : **rassemblement de soutien à Jamila** à 13h devant la Cour d'appel de Paris
- ⌚ mercredi 5 mars : **après-midi de préparation du 8 mars**, confection de badges, slogans, pancartes... à la Bourse du travail de Montreuil 24 rue de Paris
- ⌚ samedi 8 mars : **formation syndicale sur la parentalité et les violences sexistes** à 10h à la Bourse du travail d'Aubervilliers puis repas en non-mixité sans homme cis, départ collectif vers la manifestation parisienne

Réunion d'information syndicale

Les réunions d'information syndicale (RIS) sont des moments de formation organisée par les syndicats, qui permettent de remplacer 9h (3x3h) de temps de formations imposées par l'éducation nationale sur les 108h. Il s'agit d'un droit qui ne peut pas être remis en cause par votre inspecteur·trice.

SUD éducation organise le mardi 11 février une RIS avec l'association Cl'a'outils : **Contre l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants, comment agir auprès des élèves ?**

Les violences sexuelles sur les enfants concernent plusieurs élèves dans nos écoles ; nous proposons ce temps afin de réfléchir à ce qui peut-être mis en place pour sensibiliser les enfants et des outils pour accueillir leurs paroles et connaître les modalités d'action en tant que personnels de l'éducation.



AESH Rétro-activité de l'indemnité REP/REP+ : le ministère ne veut rien lâcher ? Nous non plus !

Le ministère de l'éducation nationale a décidé de se pourvoir en cassation suite au jugement rendu le 8 novembre 2024 par la Cour administrative d'appel de Paris arguant que les AESH auraient du percevoir l'indemnité REP/REP+ depuis 2015. C'est désormais le Conseil d'État qui est saisi de ces dossiers et devra se prononcer sur le bien fondé de cette rupture d'égalité de traitement.

En plus des centaines d'AESH ayant mené les mêmes procédures en décembre 2020 et qui sont toujours en attente, en décembre 2024, plusieurs centaines de collègues AESH qui, accompagné·es par SUD éducation, ont déposé elleux aussi des recours.

Force est de constater que si le ministère pense nous faire lâcher l'affaire, ça ne sera pas le cas. La bataille est de longue haleine, mais les syndicats SUD éducation Paris et SUD éducation 93 poursuivront leur action juridique auprès des collègues comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant. À travers cette action juridique, nous nous battons pour l'égalité des droits et la reconnaissance des AESH ; elle s'inscrit dans la continuité des mobilisations et grèves des personnels AESH de ces dernières années, qui ont su arracher maintes avancées : CDIsation, grille salariale... SUD éducation revendique pour les AESH un statut de la fonction publique pour tou·tes, de réelles augmentations de salaires, la reconnaissance d'un temps plein à 24h d'accompagnement et un droit à la formation.

2nd degré une fonte des DHG sans borne

Le CSA (Comité Social d'Administration - ancien CTSD et CTA) a eu lieu ce jeudi 30 janvier. Sans étonnement, il manque des heures pour les élèves. Sur Aubervilliers, la moitié des collèges perdent encore des élèves : Péri : -41 élèves / -2 divisions ; Diderot : -37 élèves / -2 divisions ; Halimi : -14 / -1 division ; Makeba : -34 / -1 division.

Au lieu de favoriser la baisse du nombre d'élèves par classe, le choix est de fermer des divisions dans ces établissements, faisant monter le nombre d'élèves par classe sur la ville (on passe d'une moyenne de 22,04 à 22,38). Alors que la moitié des collèges existent des dispositifs ULIS et que tous les collèges de la ville, sauf Makeba, sont dotés de classes d'accueil, cela annonce des difficultés à la rentrée pour inclure les élèves dans les classes ordinaires.

Côté lycée, les DHG fondent alors qu'il y a peu de fermetures de classe. Cela veut dire qu'il y aura

également une explosion des effectifs dans les classes, déjà trop chargées, au lycée.

En parallèle, le privé continue de grossir. Notre Dame des Vertus a construit de nouveaux bâtiments et rénové les anciens, les effectifs ne cessant d'augmenter. **L'État finance la mise en concurrence de l'école publique et sa dégradation** en payant pour garantir aux élèves des milieux favorisés l'entre-soi d'une scolarité ségrégée. Et au lieu d'abonder des moyens dans l'éducation prioritaire, tous les établissements sont invités à rejoindre la cité éducative d'Aubervilliers. On connaît les limites et les dangers de ce type de dispositif : **tri des associations intervenant pour la cité éducative, conditions de financement flou, sorties imposées aux équipes...**

Ne nous laissons pas faire, organisons des mobilisations dans nos établissements pour demander plus de moyens.



Fonctionnement des écoles, droits des personnels, salaires, santé et sécurité au travail, AED et AESH, droit des personnels en situation de handicap...

Tous nos guides à télécharger



Papiers, école, logement, santé : l'égalité des droits pour tou·tes !

Quel sort pour les ancien·nes habitant·es du Bathyscaphe à Aubervilliers ?

Le vendredi 20 décembre 2024, à la veille des vacances scolaires, le squat Bathyscaphe situé rue de la Nouvelle France a été expulsé par la police. Les familles ont été emmenées dans des centres d'hébergement tandis que les hommes seuls ont été hébergés dans un gymnase de la ville.

Ce qui a permis l'expulsion du lieu, normalement protégé par la trêve hivernale, c'est l'arrêté de péril pris par la municipalité d'Aubervilliers suite à l'incendie qui s'est déclaré dans une partie d'un des bâtiments le 5 décembre dernier. Depuis, les ancien·nes habitant·es et les collectifs, associations et syndicats en soutien se mobilisent pour obtenir des hébergements et logements pérennes et salubres pour toutes et tous ! Jeudi 30 janvier, tou·tes étaient relogé·es avec des solutions plus ou moins stables !

Texte écrit le 12 janvier 2025 et diffusé dans la rue

Nous sommes des réfugié·es tchadiens, soudanais, égyptiens, algériens, guinéens, sénégalais. Nous vivons au gymnase depuis l'expulsion de notre maison, le Bathyscaphe, le 20 décembre 2024. Les familles sont hébergées dans des centres d'hébergements ou se sont débrouillées par elles-mêmes.

Depuis que nous sommes en France, on a vécu dans plusieurs squats, à l'Île-Saint-Denis, à Rosny-sous-Bois, à Vitry-sur-Seine, au Pré-Saint-Gervais. À chaque fois, nous avons été expulsés sans délai et sans solution durable : quelques jours d'hôtel ou de gymnase et la rue.

On demande à la mairie d'Aubervilliers, à la préfecture, à l'association Main tendue des solutions : un logement pour tout le monde. On est en plein hiver, il fait froid. On ne veut pas retourner à la rue, on y a trop vécu. On appelle le 115 mais rien ne change.

Nous sommes au gymnase jusqu'au 31 janvier, mais s'il n'y a pas de solution nous ne sortirons pas. Nous demandons à la population de nous soutenir.

Les anciens habitants du Bathyscaphe qui vivent au gymnase



Soutien à l'occupation de la Gaîté Lyrique !

SUD éducation 93, aux côtés de nombreux autres syndicats et associations, a signé un communiqué en soutien à l'occupation de la Gaîté Lyrique à Paris par plus de 300 mineur·es isolé·es regroupé·es au sein du collectif des Jeunes de Belleville. Ielles exigent que les autorités reconnaissent leur minorité et l'accès aux droits : école, santé, logement.

Depuis le début de la lutte, le collectif a obtenu l'hébergement de plus de 800 jeunes et la scolarisation de 200 d'entre-eux·elles.



Adhérez à SUD éducation 93 :
<https://www.sudeducation93.org/adhesion/>

